

**TRIBUNE LIBRE N°146*****COMMENT L'EUROPE DU SUD  
A PRÉPARÉ SA PROPRE SUBMERSION*****Tawfik Bourgou**

*Politologue. Maître de Conférences habilité à diriger des recherches,  
Université Jean Moulin-Lyon 3. Membre du Conseil scientifique du CF2R.*

La création d'un « *Hot Spot* » en Tunisie et la labellisation de pays « sûrs » mises en œuvre par les pays européens, ou ceux de l'Union européenne, ne sont qu'un indicateur des impacts négatifs et dévastateurs des politiques occidentales dans sa proche périphérie au cours des treize dernières années. En agissant à la remorque des États-Unis, les Européens ont créé les conditions de leur propre submersion. Car en effet, s'il n'y avait pas eu ingérences destructrices dans la proche périphérie de l'Europe, les « *Hot spots* » n'auraient jamais été nécessaires.

Ce tragique aboutissement s'explique par une suite de fautes stratégiques commises par les occidentaux en dépit du bon sens, qui ont produit un effet boomerang auquel ne croyait pas les auteurs des ingénieries dévastatrices. Cet aboutissement augure d'un épisode encore plus dangereux pour l'Europe du Sud.

Immigrations massives déjà à l'œuvre, terrorismes, arrivée au pouvoir dans les pays de la périphérie des islamistes proches des Frères musulmans notoirement anti-occidentaux... tous ces événements sont, au moins partiellement, les contrecoups de mauvaises politiques occidentales, principalement américaines, dans la proche périphérie de l'Europe, spécialement sur son flanc sud et sur sa frontière orientale – au Moyen-Orient, du Liban au croissant fertile, jusqu'à la frontière de l'Iran.

Tout au long d'une dorsale qui va du Golfe arabo-persique jusqu'à la Mauritanie, on assiste à une suite de déflagrations dues à des ingérences souvent volontaires, mal calculées, et mal maîtrisées. Certaines répondaient à une stratégie d'homogénéisation d'espaces que les « grands » stratèges occidentaux ne connaissaient même pas, ou à peine à travers de simples lectures de vulgarisation. Ce fut le cas au lendemain des événements de 2010-2011, lorsque, sous influence des Frères musulmans, les États-Unis entreprirent de créer une zone contrôlée par la confrérie de l'Égypte à la Tunisie, supposé faire jonction symboliquement avec la Turquie de l'AKP.

À l'arrière de ce corridor qui n'a jamais pu se concrétiser, on observe un espace se caractérisant par des guerres, de destructions d'États, l'affaiblissement de sociétés et de remparts politiques annonçant une possible submersion de l'Europe du Sud à brève échéance.

Des fautes stratégiques certes, mais aussi certains agissements calculés ont produit ces effets dévastateurs et ont conduit à affaiblir durablement des alliés et à faire disparaître d'anciens supplétifs et vassaux.

Pendant que les regards sont dirigés vers l'Ukraine et le Moyen-Orient, une montée des troubles subsahariens est en train d'avaloir l'Afrique du Nord et le Maghreb, en particulier deux pays situés à quelques encablures de l'Europe : la Libye et la Tunisie. Les ingérences calculées, entre 2010 et 2024, sont l'action la plus immorale de l'histoire diplomatique et militaire de ces vingt-cinq dernières années. Elles sont à la source d'un dangereux processus qui va impacter l'Europe du Sud.

Dans ce processus, actions volontaires, faiblesses et vulnérabilités se sont combinées et se sont renforcées. Certaines sont dues à d'anciennes situations locales, mais le détonateur a été les désastreuses actions américaines menées entre 2003 et 2024 dans la proche périphérie de l'Europe du Sud. Ces ingérences, menées au nom de la « démocratisation », entre 2010 et 2024, ont abouti à des désastres économiques, politiques, sociaux et menacent de faire disparaître plusieurs pays. « *State Building* » et « *Democracy Building* » ont engendré des zones grises, l'apparition de mafias, le développement des trafics de drogues et d'êtres humains, une dégradation des conditions de vie des populations et l'apparition de dictatures ouvertement anti-occidentales. Un désastre régional passé sous silence.

Ces actions ont également entraîné une fragilisation de l'Europe Sud. L'Italie, la France, l'Espagne, feignent de ne pas voir les signes avant-coureurs d'un effondrement possible de la Tunisie, affaiblie par le jeu des États-Unis, du Qatar, de la Turquie, de l'Algérie et des milices libyennes. Son affaiblissement est surtout dû à la montée vers le nord des troubles subsahariens. La Tunisie est aujourd'hui confrontée à une invasion venant du sud qui remonte vers la côte méditerranéenne, en forçant tous les passages vers la Tunisie, via ses frontières avec l'Algérie et la Libye.

Nous assistons *de facto* à la submersion de l'Afrique du Nord par les migrants subsahariens fuyant les troubles politiques et ethnoreligieux de leurs pays d'origine. Le phénomène s'est accéléré en Tunisie ces dernières semaines, ce qui montre un délitement de tout le système frontalier. Plus rien ne peut bloquer la montée vers le nord des populations provenant d'un bassin démographique subsaharien de quelques centaines de millions. Si la Tunisie cède, cette masse humaine se déversera sur les côtes de la Méditerranée du Sud, face à la Sicile.

C'est désormais une question de temps. On observe que rien n'arrête désormais le passage des migrants remontant du Niger, du Soudan, de la Côte d'Ivoire, de Cameroun.

A l'est, l'Algérie, n'entrave pas leur passage à travers son territoire vers la Tunisie, et les milices libyennes le facilitent même, à l'Ouest, en lien avec les mafias tunisiennes.

Pour avoir affaibli la Tunisie et la Libye, pour avoir indirectement participé à la destruction de leurs économies, les États-Unis, mais surtout les pays d'Europe du Sud, se trouvent désormais face à une digue qui menace de lâcher, à un flux humain qui peut les impacter immédiatement et durablement. Un mouvement migratoire de même niveau, sinon plus important, que celui qui menace les États-Unis à partir du Mexique.

Six fautes stratégiques occidentales expliquent le naufrage actuel et annoncent une prochaine déflagration de dimension mondiale.

## 1. Un pacte faustien avec l'islam politique

Le premier acte de cette longue suite de fautes stratégiques a certainement été le pacte signé avec les moudjahidines afghans il y a environ quarante-cinq ans, par l'intermédiaire des Saoudiens et des Pakistanais. Les États-Unis croyaient naïvement, rééditer ce qu'ils avaient déjà fait dans les guerres asiatiques qui consistait à se rapprocher de groupes armés luttant contre le même adversaire, et à leur fournir les moyens d'augmenter l'efficacité de leur action contre leur ennemi commun. On se rappellera longtemps de la tirade de Brzezinski s'adressant aux rebelles afghans leur affirmant qu'ils se battaient pour Dieu. A l'époque il n'avait pas précisé de quel Dieu il s'agissait.

Le résultat a été un pacte faustien avec tous les islamismes et surtout une appétence particulière pour les montages d'actions de guerres hybrides à la périphérie de l'URSS. C'est à la faveur de cet épisode qu'on découvre un modèle d'intervention qui sera par la suite dupliqué sur d'autres théâtres : une troupe combattante hétéroclite, un pays qui finance la guerre et un pays frontalier de la zone de conflit par lequel transite la logistique et qui, via ses élites au pouvoir, est autorisé à prélever sa dime. Une corruption s'installe ainsi, profitant de la zone grise toute proche. L'armée pakistanaise a été un des acteurs qui a le plus profité matériellement de la proximité de la guerre soviéto-afghane (1979-1989). A parti des années 2010, le parti tunisien Ennahdha a profité lui aussi de la manne qui passait par le sud de la Tunisie en direction de rebelles libyens de l'islamiste terroriste Abdelhakim Bel Haj, ancien pensionnaire de Guantanamo, grimé en démocrate pour les besoins de l'accommodement washingtonien avec l'islam politique. Ces bases-arrières de logistique et de renseignement se muent toujours en zones mafieuses et finissent toujours par gangrener tout un pays. La Tunisie est un exemple de plus.

L'implantation de mafias sur la frontière tunisienne est due à l'afflux de fonds et de matériels payés par le Qatar sur demande américaine et avec l'aide de pays européens. La fin de la guerre directe en Libye a laissé place à un système criminel qui a démoli l'économie du sud de la Tunisie, qui l'a intégrée dans les réseaux de l'immigration clandestine, dans l'économie du terrorisme et, plus récemment, dans celles du trafic des drogues dures qui submergent le pays depuis le golfe de Guinée.

L'Arabie saoudite et le Pakistan furent les premiers acteurs de ce modèle que les États-Unis vont dupliquer ensuite en Afghanistan avec l'État taliban. Ce sont les mouvements armés par Washington à l'occasion de ces guerres hybrides, qui sont au moins partiellement, derrière les attaques d'Al-Khobar (1996) de l'*USS Cole* (2000) et du 11 septembre 2001. Pourtant, cette méthode sera réutilisée en Syrie pour démolir le régime de Bachar Al Assad. La Jordanie et la Turquie ont en cette occasion servi

de bases-arrières, les riches régimes du Golfe ont financé l'opération et la Tunisie a fourni la chair à canon. Ce pays a ainsi été offert aux islamistes par l'administration Obama. Mais ce mode d'action a échappé à ses créateurs et s'est reproduit à l'infini, notamment au Sahel où il vient de se reconstituer après les départs de la France et des États-Unis et commence à avancer dans le sillage des vagues migratoires subsahariennes vers l'Afrique du Nord et spécialement la Tunisie.

Sans le pacte faustien avec l'islam politique djihadiste, il n'y aurait pas eu le 11 septembre 2001, ni les attaques de Paris et de Nice. Ce modèle s'est retourné contre ses initiateurs, ainsi que l'illustre le chaos régnant au Yémen, au Soudan, en Libye, dans le Sahel et au Mali. Son prolongement vers l'espace occidental ne saurait tarder et contribuer à son effondrement

## **2. Une destruction des États et leur confessionnalisation**

La seconde faute stratégique a été la destruction de l'Irak par l'administration Bush junior. Cette guerre d'invasion a eu un double effet dévastateur de dimension planétaire. D'abord elle a rompu l'équilibre sunnites-chiïtes au Moyen-Orient, rendant possible ce qui n'était pas envisageable par les naïfs stratèges de la Maison Blanche : une jonction entre acteurs chiïtes et sunnites dans le combat contre l'Occident.

Depuis le 7 octobre 2024, le monde occidental découvre que le Hamas se coordonnait avec les Houthis et l'Iran chiïte. Or, il était connu depuis 1979, que les Frères musulmans étaient une référence, au moins institutionnelle, pour la République Islamique et que depuis lors, leur coopération n'a jamais cessé.

Ainsi, quand Morsi prend le pouvoir en Égypte avec l'assentiment du couple Obama-Clinton, il entreprend de se rapprocher de l'Iran. En rompant cet équilibre Bush et ses stratèges ont créé une situation inédite au Moyen-Orient : la disparition d'un État arabe assurant un équilibre régional. En octroyant le rôle de puissance tutélaire à la Turquie, l'administration Obama va accentuer la mainmise de la confrérie sur les rouages du monde arabe, amenant d'ailleurs certains pays arabes du Golfe à chercher d'autres alliances et éviter ainsi le huis clos avec Washington. Sous influence des Frères musulmans depuis 2003 au moins, les administrations américaines successives se sont lourdement trompées de supplétif local.

La guerre en Irak a ainsi provoqué une onde de choc planétaire et symbolique : une guerre d'ingérence déclenchée au nom de loufoques motifs aboutissant à la multiplication de conflits régionaux. Ce conflit a créé un précédent, car il a vu une puissance majeure, les États-Unis, piétiner le droit international. Les analystes de la guerre en Ukraine soulignent que, délibérément oublieux de leur histoire, les États-Unis reprochent la même chose aux Russes. Surtout, la quasi-disparition de l'Irak a ouvert la porte à l'Iran, à la destruction de la Syrie et, par ricochet à celle du Liban. L'actuelle guerre secrète d'ingérence au Soudan va ouvrir un nouveau chapitre dangereux : la montée vers le nord de plus de 2,2 millions de personnes que l'Égypte ne pourra pas endiguer.

## **3. Détruire un État et l'offrir en prébende à l'ennemi d'hier**

C'est là un autre aspect des fautes stratégiques majeures des Occidentaux. Au départ l'impact devait être symbolique, mais il a finalement provoqué

des bouleversements de dimension géopolitique. L'Occident, les États-Unis, feignent de l'ignorer. Cependant les effets de la déstabilisation de l'Afrique du Nord seront dévastateurs à très court terme pour les pays de l'Europe du Sud, principalement pour l'Italie. Historiquement, c'est vers 2003-2004 que les stratèges de la Maison-Blanche entreprennent de transformer la Tunisie – contre l'avis de son peuple d'ailleurs – dans une nouvelle action de pompier-pyromane.

A l'époque, se basant sur des indicateurs (taux d'alphabétisation, participation des femmes à la vie économiques, IDH, etc.), certains milieux washingtoniens décident de faire de la Tunisie le laboratoire central de leur stratégie transformationnelle de démocratisation. Ils initient alors des contacts avec les « opposants » au régime par l'entremise de Londres.

Les Britanniques englués dans leur Londonistan, voulant se débarrasser de leurs encombrants islamistes dans le sillage des attentats de Londres (2005), entreprennent alors de jeter des ponts entre les Frères musulmans tunisiens, qu'ils accueillent et protègent sur leur sol, et les services américains.

Après sa prise de fonction Obama, réactive cette action mais pas dans le même objectif que l'administration Bush. Les Sémocrates n'apprécient que modérément les États issus de la décolonisation, notamment l'État tunisien bourguibiste construit sur le modèle français. A la recherche d'un nouveau pacte avec les islamistes pour sortir d'Irak et d'Afghanistan, le couple Obama/Clinton, profite des troubles sociaux en Tunisie pour pousser plus en avant le projet d'un laboratoire nord-africain d'accommodement de la démocratie et de l'islam des frères musulmans.

C'est ainsi que lors de la réunion de Paris, en février 2011, en raison des troubles en Égypte, qu'il fut convenu de livrer la Tunisie à la nébuleuse islamiste qui n'a jamais eu pour intention d'appliquer les idées démocratiques.

Le projet de la « *Democracy Building* » dans sa version obamienne va avoir pour premier effet le démantèlement du système sécuritaire et du renseignement tunisien, ce qui aura pour conséquence l'afflux de djihadistes en Tunisie, les débuts d'une immigration clandestine – de plus en plus massive – vers l'Europe, et l'enracinement d'une mafia aux frontières du pays en lien avec la zone sahélo-saharienne.

La Tunisie connaît alors des vagues d'attentats terroristes, parfois perpétrés par des Algériens ; puis l'Europe connaîtra des attaques venant de Tunisie. En détruisant l'État tunisien et son système sécuritaire - parfois avec le consentement d'officines et de services de renseignement -, l'Occident rompt un premier rempart entre ses côtes et l'espace subsaharien où se joue aujourd'hui son propre avenir. Plus aucun État tampon ou rempart ne sépare l'Europe du Sud du plus grand bassin migratoire au monde.

Les tentatives de l'Italie de Georgia Melloni sont vouées à l'échec. Ses accords ont été conclus avec un régime faible à l'économie effondrée qui n'a aucune stratégie de protection de ses frontières, largement vassalisé par l'Algérie dont l'objectif est désormais de faire pression sur l'Europe via la Tunisie, quitte à la démolir. L'Algérie agit avec la Tunisie comme agissait jadis Hafez El-Assad contre l'Occident, via le Liban.

Quant à la Libye, sous la férule des turco-qataris, elle pousse, bénéficiant de la mansuétude américaine, des milliers de subsahariens vers la Tunisie pour faire chuter le régime de Saïed et rétablir le régime les Frères musulmans, quitte à submerger l'Europe du Sud.

#### **4. Faire des guerres par convenance sans intérêt politique et sans solutions institutionnelles**

La guerre de Libye fût certainement la guerre la plus bête et la plus dévastatrice. C'est celle qui a permis la naissance d'États-milices et de proto-États dans un espace qui va de la Mauritanie à la Somalie. Ce conflit, financé par le Qatar, est la principale cause de l'effondrement de l'ensemble du système sahélo-saharien. Œuvre des lubies de quelques aventuriers se rêvant en Lawrence du XXI<sup>e</sup> siècle, cette guerre a été plus dévastatrice que ne laissent entrevoir ses stigmates sur le théâtre libyen.

En intervenant en Libye, pour y installer les Frères musulmans sous la férule du Qatar et de la Turquie, l'administration Obama, mais aussi la France de Sarkozy ou le Royaume-Uni de Cameron ont fait preuve d'une méconnaissance totale de la défiance locale vis-à-vis des Frères musulmans et du rôle néfaste de la Turquie. Celle-ci a directement utilisé l'espace tuniso-libyen pour réduire la présence des pays européens dans le bassin occidental de la Méditerranée et pour créer une continuité avec sa partie orientale, s'ouvrant ainsi l'accès vers l'espace sahélien et l'Afrique subsaharienne qui les intéressaient économiquement.

Cependant, la guerre en Libye a provoqué l'effondrement de tout le système frontalier et l'effacement de la limite entre les espaces arabe, maghrébin, berbère et subsaharien. En intervenant en Libye, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni ont cassé une limite historique. Une sorte de réédition en Libye, de la faute américaine commise en Irak qui a cassé la frontière historique et symbolique entre Perses et Arabes. C'est là une des explications de l'effondrement maghrébin en cours et de la prochaine submersion de l'Europe du Sud.

Le contrôle des frontières va passer des mains des États à celles des mafias et des ONG au financement parfois douteux et qui profitent de l'immigration massive se dirigeant vers l'Europe. L'intervention occidentale en Libye a permis la fusion des problématiques des mafias africaines et de l'immigration, de la traite des personnes humaines, de la drogue et de la prostitution, et des ONG occidentales agissant dans le domaine des secours en mer ou à terre. Ces dernières, comme les institutions onusiennes – notamment le HCR – sont devenues des supplétifs des réseaux criminels, politiques – et à terme terroristes – agissant à travers « l'industrie de l'immigration massive ».

Quatorze après cette intervention, la Libye est une zone grise où se prépare en partie la prochaine vague en direction de l'Europe du Sud, malgré les accords italo-libyens. En détruisant la Libye, le trio interventionniste a contribué à casser durablement la Tunisie. La frontière sud du pays, celle avec la Libye, est historiquement celle d'où sont venues certaines des invasions les plus destructrices qu'a connu la Tunisie et qui restent dans les mémoires collectives, notamment l'invasion hilalienne. C'est en partie par cette frontière contrôlée par les milices sous influence du Qatar et de la Turquie que remontent les vagues subsahariennes actuelles - notamment soudanaises - et qui menacent à brève échéance de faire implorer le pays. La mauvaise lecture française de l'intervention en Libye est un des facteurs explicatifs de son réengagement dans l'espace sahélien, de son échec politique et de son retrait massif. Mais là aussi, comme en Afrique du Nord, le rôle des États-Unis vis-à-vis de la France n'a jamais été neutre.

## 5. Éliminer ses propres amis et alliés des espaces périphériques et des jeux régionaux

Depuis 2001, pour des raisons multiples, dans le cadre de la guerre contre le terrorisme (GWOT), les États-Unis se sont estimés plus légitimes pour intervenir dans certaines zones en raison de la nature de l'environnement qu'ils croyaient maîtriser intellectuellement, dans le domaine de la guerre contre le terrorisme. En réalité, leur lecture des situations locales était partiellement fausses, notamment celles des lieux où seraient nées certaines des tentatives d'attaque contre les États-Unis, dont celle qui aboutit au 11 septembre 2001.

Alors que ces attaques ont été planifiées depuis l'espace afghano-pakistanaï et menées par des Moyen-orientaux, durant des années l'administration Bush s'est obstinée à en situer l'origine entre l'Irak, le Maghreb et la Libye. Les États-Unis voulaient éviter - de se fâcher avec le Pakistan en raison de son importance dans l'acheminement des moyens nécessaires à leur présence en Afghanistan. Bien avant la guerre en Irak, l'administration Bush avait maladroitement tenté d'intégrer le Niger dans une sombre affaire, fabriquée de toutes pièces, pour prouver l'existence d'un trafic d'uranium entre le ce pays et l'Irak. Ce mensonge faisait fi des dénégations françaises, toutes fondées sur des renseignements fiables.

En incluant la zone MENA (*Middle-East and North Africa*) et l'espace sahélo-saharien dans le champ de leur guerre contre le terrorisme, les États-Unis y ont renforcé leur présence et leur rôle. De Djibouti au Burkina-Faso, ils ont alors commencé à réactiver un modèle de relations avec la France, typique de ce que fut l'alliance limitée, intéressée et piégeuse, durant la guerre d'Indochine. 2010 crée l'opportunité d'une implication plus forte des Etats-Unis dans pays et dans des espaces jusqu'alors en lien avec l'Europe et principalement avec la France. Dès lors, l'idée n'est pas l'intervention directe, mais un renversement des élites en s'appuyant sur des segments anti-européens, anti-français - essentiellement islamistes et nationalistes arabes - ou ethnicistes africanistes.

Négligeant la proximité géographique avec l'Europe, ainsi que la présence d'importantes diasporas de ces pays dans l'espace européen, les Etats-Unis, aidés dans certains cas par des *think tanks*, des « intellectuels » proches de la mouvance Frères musulmans et les mouvances ethnicistes africanistes, vont pousser, volontairement ou involontairement, le départ de la France et la fin de l'influence européenne dans cette vaste zone. Plusieurs pays européens, notamment l'Allemagne à travers certaines de ses fondations, ont participé à cet agenda américain. L'intermède de la guerre au Mali et la présence militaire française n'ont pas ralenti cette mise à l'écart et le remplacement des élites. Paradoxalement, bien que promues par Washington, elles seront les plus promptes à inviter la Chine et la Russie. Cela a été le cas en Afrique subsaharienne comme en Tunisie. Les Frères musulmans, dès leur arrivée au pouvoir, en allégeance totale vis-à-vis de l'axe Doha-Ankara-Washington, ont entrepris de démanteler l'influence de l'Europe et de la France, et sont mis à l'heure turque, tout en tissant des liens avec Pékin. De fait, la fin de la présence militaire française, facilitée indirectement par Washington, a créé un vide que les Américains se sont montrés incapables de remplir malgré le recours à la société de mercenaires Bancroft.

La présence économique européenne et française n'a pas été et ne pourra jamais être compensée par les États-Unis, la Chine ou la Russie, car Paris et Bruxelles y conduisaient une forme d'intervention étrangère aux géotypes de ces trois puissances.

L'échec d'une solution politique en Libye, l'implosion totale du Soudan, le départ des Français du Mali, du Niger et bientôt du Tchad plongent cette zone dans une situation chaotique : une combinaison djihadisme, de trafics de drogue et d'immigration massive est déjà à l'œuvre. La jonction possible avec la guerre en Ukraine ou avec les troubles du Moyen-Orient, aujourd'hui hypothèse théorique, pourrait prendre forme à l'approche de l'été 2024.

## 6. Faire des plus faibles les gardiens des verrous continentaux

L'ampleur de la déflagration qui se prépare amènera fatalement les Occidentaux, spécialement les pays de l'Europe du Sud, à intervenir, à brève échéance dans les pays de la rive sud de la Méditerranée. Où l'on observe, d'ouest en est, la montée d'une vague migratoire qui devient un outil entre les mains de ceux qui de près ou de loin veulent provoquer l'effondrement des États pour exercer une pression sur l'Europe du Sud. Ce qui se joue dans l'espace sahélo-saharien, en Libye et à aux frontières de la Tunisie, c'est simplement la paix civile dans la péninsule italienne et en France.

L'état d'Afrique du Nord le plus ciblé en raison de son affaiblissement, mais aussi en raison de l'enracinement des mafias de l'immigration clandestine sur son territoire et leur infiltration dans son administration, c'est la Tunisie. Le pays est aussi une cible des islamistes qui tentent de déstabiliser le régime Saeid depuis les frontières sud du pays. En 2021, le chef des islamistes tunisiens avait menacé l'Europe de vagues migratoires majeures, si elle venait à reconnaître le coup d'État du 25 juillet 2021. Cette menace a déjà commencé à prendre forme en partie par l'entremise des milices de l'ouest libyen sous influence turco-qatarie. La perte du pouvoir en Tunisie a en effet privé les Frères musulmans du seul pays arabe qu'ils se targuaient de diriger. Elle prive également Washington du seul laboratoire d'accommodement de l'islam et de la démocratie, pourtant totalement et irrémédiablement incompatibles.

Afin de faire face à cette situation, entérinant le fait qu'ils ont perdu tout levier contre les pouvoirs africains pourvoyeurs de vagues migratoires, les pays d'Europe du Sud, spécialement l'Italie, se sont lancés dans une série d'accords pour créer des centres de rétention en hors d'Europe. Leur choix s'est porté sur la Tunisie largement détruite par l'interventionnisme américain et par une administration corrompue, elle-même relais des mafias subsahariennes de l'immigration clandestine. Ainsi, l'accord italo-libyen s'est mué en une pression migratoire contre la Tunisie. Les milices libyennes, dans le cadre de l'accord avec l'Italie, redirigent les flux de migrants vers la Tunisie pour la déstabiliser et provoquer son effondrement. Un aspect qui semble avoir échappé aux stratégies européens. D'autres proviennent d'Algérie, pays qui, dans une volonté de vassaliser la Tunisie, pousse chaque jour vers son territoire de nouvelles vagues de migrants.

L'Italie feint aussi de ne pas voir que depuis 2011, l'État tunisien a perdu le contrôle de la gestion des flux migratoires sur son sol. Le HCR est devenu *de facto* le gestionnaire de l'immigration transitant par ce pays. C'est là le résultat des conseils prodigués par l'Union européenne, l'Autriche et l'Allemagne. Cela n'empêche pas l'UE de reprocher à la Tunisie sa perte de contrôle sur son sol... à laquelle elle a directement contribué !

De plus, le HCR, contre tous les usages et la coutume internationale, en total contradiction avec son statut et en violation de la souveraineté de l'État tunisien



qui l'accueille, sous-traite son action à une ONG dirigée par un de ses ex-employés, le CTR, organisme à la gestion opaque, qui vit de la manne européenne. Un criant conflit d'intérêt, une corruption à peine dissimulée doublée d'un pillage des fonds versés par les contribuables européens.

\*

Nous touchons là aux deux limites du plan européen qui sera à brève échéance un échec et qui va se traduire par le début d'une submersion massive.

- La première limite c'est de rendre un pays, la Tunisie, responsable de la croissance démographique exponentielle de l'Afrique et de l'incurie des régimes subsahariens. Faire pression sur un pays en effondrement économique pour tenir une digue quand l'activité la plus lucrative de l'économie locale est la fraude et le contournement des actions de l'Etat, c'est tout simplement agir en amenant les réseaux criminels à créer de nouveaux marchés de contournement du « *Hot Spot* ». C'est aussi hâter l'émergence d'un système où vont se combiner toutes les fraudes possibles au détriment de l'État local et de l'Europe elle-même.

- La seconde limite, c'est la volonté occidentale de préserver les États subsahariens quitte à démolir la Tunisie et à en faire une Somalie. Les pays africains bénéficient d'une mansuétude à laquelle le wokisme et l'afrocentrisme ne sont pas étrangers. L'Europe fait payer à la Tunisie ses fautes du passé en fermant les yeux sur les agissements des États subsahariens qui poussent leurs populations à partir vers l'Europe ou tout simplement à aller s'implanter de force en Tunisie, créant ainsi une situation de quasi colonisation. En créant un « *Hot Spot* » en Tunisie, l'UE fait semblant de ne pas voir cette réalité, laquelle a déjà abouti à une explosion des tensions interethniques et à une dangereuse détestation de l'Europe et de l'Occident.

Le six fautes stratégiques que nous venons de décrire, au moins partiellement, viennent clore le chapitre des ingérences occidentales via des projets de démocratisation ou des actions militaires menées par pure convenance, sans aucun bénéfice pour les populations locales. Le chapitre « démocratisation » est définitivement fermé dans le monde arabe. C'est un échec total des États-Unis. Mais y croyaient-ils eux-mêmes ? Il est permis d'en douter profondément. En agissant avec autant de légèreté, les Américains et certains de leurs alliés, ont ouvert la boîte de Pandore qui risque de provoquer à terme la déstabilisation de l'Europe du Sud.

**Tawfik Bourgou**  
Mai 2024